

COMMUNIQUE CNEA : Applicabilité du CEE et enjeux en discussion

Sur le plan juridique :

Suite à la décision du Conseil d'Etat du 10 octobre 2011, il a été supprimé l'article Art. D. 773-2-3 concernant le repos quotidien applicable au CEE.

En revanche, la loi du 23 mai 2006 définissant l'Engagement Educatif et le Contrat d'Engagement Educatif (CEE) reste à ce jour en vigueur, ainsi que les autres termes du décret visé par la décision.

De ce fait, le CEE n'est pas en soi abrogé, même si les conséquences de l'annulation partielle du décret ont naturellement un impact juridique conséquent sur nos structures.

D'un point de vue juridique, ce jour donc, les conclusions sont les suivantes :

La loi n'étant pas abrogée, il est toujours possible d'avoir recours au CEE. Les modèles de contrat dont vous disposez dans les fiches pratiques CNEA sont toujours valables.

A contrario, cette annulation a un effet immédiat et aucun texte ne se substitue à ceux existants.

Cela signifie donc clairement, et ce point est juridiquement incontestable, que tous les titulaires d'un CEE doivent **bénéficier d'un repos quotidien de 11 heures entre deux journées de travail.**

Sont concernés par cette nouvelle règle, la gestion des centres de vacances et/ou des centres itinérants impliquant une présence continue de l'animateur ou directeur de jour comme de nuit.

Suite à cette décision du Conseil d'Etat, le CNEA se doit de vous informer des conséquences de cette dernière et il faut donc que les associations soient conscientes du risque juridique encouru (amende de 750 euros maximum par infraction constatée, recours possible du salarié devant la juridiction prud'homale ; faute inexcusable de l'employeur en cas d'accident du travail...) en cas d'organisation des centres de vacances et/ou des centres itinérants sans application du repos quotidien de 11 heures.

Par contre, à ce jour, nous pensons que cette décision ne modifie absolument pas l'organisation des ALSH, le repos quotidien de 11 heures étant respecté dans ce type de structure.

S'agissant de la défense de vos intérêts:

Le CNEA est particulièrement attentif aux discussions relatives à l'avenir de ces textes et aux solutions qui pourraient être envisagées.

Le 4 novembre dernier, le CNEA a ainsi été auditionné par la Commission mise en place par Luc Chatel et présidée par M. André NUTTE, dans le cadre du groupe de travail sur le CEE .

Dans le cadre de cette audition, le CNEA a :

- ⇒ Insisté à nouveau sur les conséquences techniques et financières relatives à l'application des décisions de la CJCE et du Conseil d'Etat ;
- ⇒ Relancé la question d'un statut de l'animation volontaire qui soit adapté au secteur d'activité, à son histoire et sa spécificité, en rappelant également que :
 - l'activité des ACM (avec et sans hébergement) dans le champ non lucratif ne peut pas vivre sans un système qui consacre l'engagement volontaire ;
 - le dispositif législatif, tout en restant acceptable au regard de la décision européenne, se doit de conserver du sens pour la cohésion sociale ;
 - la dimension économique du secteur doit également être réinterrogée puisqu'il n'est fait obligation à aucune collectivité publique de financer les ACM.

Parallèlement, le CNEA est associé en qualité de syndicat d'employeurs à la Plateforme ACM qui actuellement travaille sur le volontariat dans l'Animation et initie une interpellation des Parlementaires en vue d'étudier un projet de loi sur ce statut médian, entre salariat et bénévolat.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informé des suites de nos mobilisations.

Alain FAVIER, Président du CNEA

